



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Face aux provocations de Trump Et à la complicité des grandes puissances **SOLIDARITÉ AVEC LES POPULATIONS PALESTINIENNES**

BULLETIN NPA PSA POISSY

13 DECEMBRE 2017

Le 6 décembre, Donald Trump a joué une nouvelle fois les incendiaires en reconnaissant officiellement Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, et en décidant de déménager l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem. Depuis, les affrontements dans les territoires occupés par Israël ont coûté la vie à 4 palestiniens et plus de 1.000 autres ont été blessés. Une fois de plus, la politique des États-Unis prête main forte au gouvernement israélien pour poursuivre et renforcer l'oppression du peuple palestinien.

LARMES DE CROCODILE DES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX

Suite à cette annonce, la quasi-totalité des pays occidentaux ont exprimé leur « préoccupation ». Les dirigeants des pays de l'Union Européenne ont déclaré qu'ils n'étaient pas d'accord avec la décision de Trump, prétendant se préoccuper du sort du peuple palestinien.

Mais dimanche, pour la seconde fois depuis son élection, cela n'a pas empêché Macron de recevoir « son ami », le premier ministre Netanyahu, même s'il s'est ridiculisé en faisant mine de tancer le chef d'État israélien, l'exhortant à « *des gestes courageux envers les palestiniens* » !

Mais il est vrai que la diplomatie de Macron ne s'encombre pas du respect des droits humains et du droit international.

ET LARMES DE CROCODILE DES DIRIGEANTS ARABES

Quant aux dirigeants des pays arabes, ils sont bien mal placés pour « *s'indigner* » de la décision de Donald Trump ! Sous prétexte de « lutte anti-terroriste », le président égyptien, le maréchal al-Sissi, réprime tous ceux qui contestent son pouvoir. Son armée reçoit des millions de dollars américains chaque année pour maintenir l'ordre impérialiste dans la région. Quant au premier ministre turc, Erdogan, s'il a condamné Trump de manière virulente, estimant qu'il plongeait la région « *dans un cercle de feu* », il s'est aussi illustré par les bombardements contre le peuple kurde, qui réclame lui aussi son droit à exister et à disposer d'un État souverain !

Et dans tous les pays arabes, comme en Syrie, les réfugiés palestiniens sont parqués dans des camps, soumis aux humiliations, à la répression, à la misère.

DE QUEL « PROCESSUS DE PAIX » NOUS PARLE-T-ON ?

Tous en appellent à la poursuite du « processus de paix ». Mais le soi-disant « *règlement négocié sous l'égide des Etats-Unis* » n'est qu'une fiction. Depuis plus de 20 ans, malgré les soi-disant « accords d'Oslo », les colonies israéliennes se sont multipliées, la bande de Gaza subit un embargo inhumain.

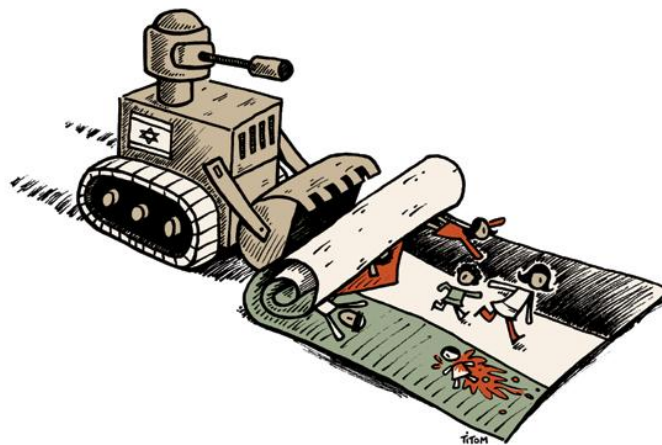
Tous les dirigeants impérialistes et arabes qui ont prétendu construire un « *processus de paix* » ont été en réalité complices de la politique criminelle de l'État israélien.

Niant le fait que le droit international octroie un statut international à Jérusalem, Netanyahu a même profité de sa visite à Macron pour répéter que Jérusalem « *est la capitale d'Israël depuis trois mille ans* » et qu'il faudra « *que les Palestiniens acceptent cette réalité* » pour « *avancer pour la paix* » !

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Alors que le président français a choisi de resserrer ses liens avec l'état d'Israël, le considérant comme un allié régional aux côtés de régimes dictatoriaux comme l'Égypte et l'Arabie Saoudite, l'heure est à la solidarité et la mobilisation avec le peuple palestinien en lutte pour ses droits.

En France, exigeons du gouvernement qu'il cesse de soutenir le gouvernement israélien et de lui vendre des armes, réclamons la liberté pour les prisonniers politiques palestiniens comme Salah Hamouri. Plus que jamais, l'heure est aux sanctions contre l'État d'Israël.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



UN SALARIÉ SUR QUATRE EST VICTIME D'HYPER-STRESS

C'est ce que vient de révéler une étude, menée entre 2013 et 2017 auprès de 32 137 salariés explique que 24% des salariés en France sont en situation d'hyper-stress, soit un niveau de stress tellement élevé qu'il met leur santé en danger. L'étude révèle également que les femmes sont les plus touchées avec un taux de 28% ainsi que la tranche des 40-50 ans avec 27% et le plus de suicides et de burn-out.

L'étude montre de plus que 52% des salariés auraient des « niveaux élevés d'anxiété », tandis que 16% présenteraient « probablement un trouble anxieux ». 6% seraient concernées par la dépression, et 29% présenteraient des « niveaux dépressifs élevés ».

Les sources de stress les plus fréquentes sont le manque de temps, avoir de nombreuses tâches trop complexes, avoir des objectifs trop compliqués à atteindre, ou bien le manque d'autonomie. Ces chiffres sont une fois de plus l'expression de la souffrance au travail, cette même souffrance qui conduit continuellement à des situations d'isolement, de solitude, voire de suicide.

Seule notre résistance collective peut changer ça !

LIBAN : MACRON SUR TOUS LES REGISTRES

Ancien protectorat, le Liban est né d'un savant découpage destiné à le maintenir dans l'orbite de la France. Mais il est aussi un des terrains où se joue, par forces politiques opposées, l'affrontement entre Iran et Arabie Saoudite pour l'hégémonie au Moyen Orient. D'un côté le Hezbollah, dans le giron de l'Iran, de l'autre le clan Hariri, soutenu par l'Arabie saoudite.

En attirant Hariri pour le faire démissionner depuis l'Arabie saoudite, le nouvel homme fort de ce pays espérait faire passer Hariri pour une victime de la volonté de puissance du Hezbollah, qui aurait dû en sortir affaibli aux yeux de la population.

Mais l'opération a fait chou blanc. En usant de son influence pour permettre un retour au Liban de Hariri, plus ou moins otage de l'Arabie Saoudite, Macron conforte l'image de la France au Liban. Mais il rend aussi un fier service aux autorités saoudiennes empêtrées dans cette affaire. Service dont il sait qu'il aura des retombées en milliards pour les exportations d'armement de la France.

GARES PARISIENNES UNE GRÈVE EXEMPLAIRE

Depuis plus d'un mois, les agents de nettoyage de 75 gares de la région parisienne sont en grève pour bénéficier de la convention manutention ferroviaire meilleure que celle des entreprises de propreté. Ils et elles réclament aussi à leur employeur, une filiale d'Onet, un panier repas à 4 € au lieu de 1,90€, la transformation des CDD en CDI et la suppression de la clause de mobilité selon laquelle on peut les forcer à changer de gare à nettoyer au dernier moment, sans paiement du temps nécessaire au changement de lieu de travail.

La direction refuse de négocier, et début décembre c'est la SNCF elle-même qui dans la nuit fait évacuer les grévistes et envoie des intérimaires nettoyer la gare de St Denis sous protection de la police. En faisant convoquer le 12 décembre 9 grévistes au tribunal, la SNCF veut briser un mouvement qui nous concerne.

Toutes les grandes entreprises, Renault comme SNCF, usent et abusent de l'intérim et de la sous-traitance : jusqu'au jour où ça finit par péter. Vive la grève des forçats du nettoyage des gares à Paris.

MOBILISATION DANS L'USINE FORD DE BLANQUEFORT !!

Vous l'avez peut-être lu dans les journaux ou vu à la télévision grâce à nos grèves et nos actions diverses durant ces derniers mois. L'heure est grave et c'est pour cette raison que nous nous adressons à la population. L'usine Ford à Blanquefort, implantée depuis plus de 40 ans (1973) est très clairement en danger.

D'ici fin 2018/début 2019, il n'y aura quasiment plus d'activité et nos 900 emplois actuels tout comme les centaines

d'emplois induits dans la région sont directement menacés.

Notre usine est la seule usine Ford en Europe à fabriquer des boîtes de vitesses automatiques. La multinationale Ford fait d'énormes bénéfices (10 milliards de dollars en 2016).

Comme pour de très nombreuses grosses entreprises, les affaires vont bien. Ce qui ne les empêche pas de supprimer des emplois, de licencier, de fermer et de liquider des industries ou autres activités. A Ford comme ailleurs, nous, salariés, chômeurs, retraités, jeunes, sommes tous concernés. Nous avons besoin de trouver les moyens de nous défendre. C'est urgent !

PARADISE PAPERS : CRIMINEL... MAIS « LÉGAL »

Les secrets de « l'optimisation » fiscale des multinationales et grandes fortunes révèlent 350 milliards d'euros par an qui échappent à la fiscalité des États : 120 milliards à l'Union européenne et 20 à la France (un quart du déficit public français et quatre fois le déficit de la Sécurité sociale). Selon un économiste américain « plus de 40 % des profits réalisés par les multinationales sont (...) dans les paradis fiscaux ».

Renault et PSA ont été épinglés pour avoir éludé respectivement 62 et 57 millions d'euros à Malte.

Un business tout à fait légal, garanti par la loi, les États et des armées d'avocats. Le système est pourri, ceux qui en profitent et leurs larbins aussi.

RENAULT MIS EN CAUSE PAR AMNESTY INTERNATIONAL

La voiture électrique a besoin de batteries pour fonctionner et le cobalt en est un composant essentiel. C'est un minerai qui s'exploite principalement en Afrique, au Congo, ce pays ravagé depuis des décennies par des guerres pour le contrôle de ces ressources.

Le minerai y est extrait à la main souvent par des enfants : avec des maladies pulmonaires en nombre considérable : voilà ce que révèle Amnesty International. Renault comme les autres grandes firmes est concerné, ni plus ni moins ! Mais Renault se réfugie encore plus que les autres dans le secret. D'où sa dénonciation par Amnesty International pour son refus de s'expliquer. Décidément Ghosn est un habitué du secret !

Dans quelles conditions la production de batteries des voitures électriques, a-t-elle recours au travail des enfants. Les dirigeants de Renault doivent répondre aux questions légitimes d'Amnesty International. Assez du secret dont s'entoure Ghosn et les hauts cadres dirigeants tant pour la pollution dénoncée par des ONG que pour leurs montages financiers

UN FRANÇAIS SUR SEPT VIT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ

Abris de fortune, tentes, matelas sur les trottoirs... Ce spectacle est devenu habituel dans les grandes villes françaises, comme à Paris, Marseille, Lille ... En France, 143 000 personnes sont sans domicile fixe (SDF).

Cette situation de grande précarité est loin d'être homogène puisque les SDF peuvent autant être des jeunes en manque d'emploi, des familles, mais aussi des actifs qui n'ont pas les moyens d'accéder à un logement. En fait, un sans-abri sur quatre travaille. La question de l'hébergement devient alors particulièrement cruciale pour pouvoir maintenir son emploi.

Quand on sait que rien qu'à Paris, des dizaines de milliers de logement sont inoccupés, et appartiennent souvent à des banques, des mutuelles, fonds de pensions ou institutions divers ... et que ceux qui s'enrichissent de notre travail, continuent de licencier ou augmenter la précarité pour maintenir leurs profits, il serait plus que temps de nous révolter !

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter :
npa.poissy@gmail.com ou 06.80.73.86 77**